Interrogation

Bulletin œcuménique

N° 5 – juin 1995

Paraît 8 fois par an

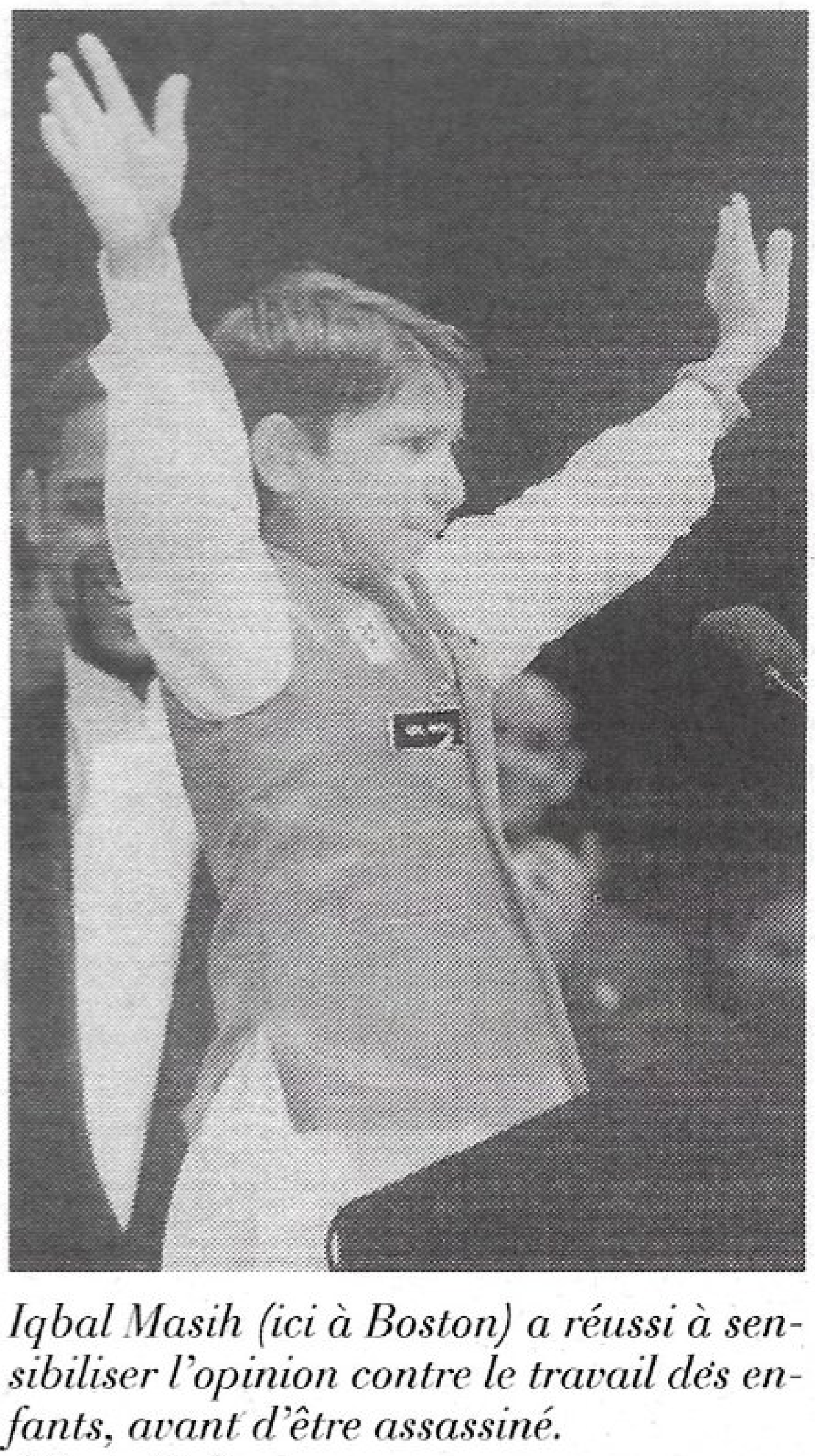
Quoi de neuf ?

Le virus d'Ebola a disparu... de nos écrans comme il y est apparu. Brutalement. Les ingrédients étaient pourtant réunis pour tenir en haleine, quelques temps, le monde entier. Le décor d'abord: Zaïre, pays symbole s'il en faut d'un continent à la dérive, les acteurs ensuite: les malades, que les caméras sont allées chercher jusque dans leur cage d'isolement en plastique, à l'hôpital de Kikwit. Les infirmières et les médecins «aux mains nues» dont la bravoure sera saluée par les collègues-sauveurs dépêchés de France, des USA, de Suède et d'Afrique du Sud. Mais l'événement en soi constituait-il un «scoop»?

Justifiait-il la mise en état d'alerte des aéroports européens? Le virus est connu depuis une vingtaine d'années, son comportement et son mode de transmission aussi. Le virus d'Ebola est un virus classique, guère mutant comme l'est le virus du Sida. Il a besoin d'une assise cellulaire pour voyager et se transmettre; à l'air libre, il ne tarde pas à mourir. La mise au point de son vaccin serait facile, mais le projet n'intéresse personne, le marché n'est pas juteux. Tout cela était connu, mais les journalistes ne se sont pas empêchés d'annoncer «une atteinte imminente de Kinshasa, 4 millions d'habitants, par le virus». Cet épisode n'a finalement pas eu lieu et la série s'est terminée sans offrir le dénouement.

Ainsi fonctionne le monde aujourd'hui, l'immédiat compose l'événement et fixe l'histoire, le virtuel fabrique le réel. L'urgence (il faut agir vite et fort!) vient pallier au manque de projet constructif, le sensationnel éclipse l'essentiel. Faut-il s'étonner dès lors de la perte des repères?

Justin Kahamaile



Iqbal Masih (ici à Boston) a réussi à sensibiliser l'opinion contre le travail des enfants, avant d'être assassiné. (Photo Dukas)

Des centaines de millions de mineurs de 3 à 15 ans sont réduits en esclavage dans les pays du tiers monde, notamment pour fabriquer des produits d'exportation dont nous bénéficions à des prix bas.
Des voix se font entendre pour dénoncer ce scandale. Celle d'Iqbal Masih du Pakistan est à cet égard exemplaire.

Construire – 31 mai 1995

Privés du droit à l'enfance

Au Pakistan, dix millions d'enfants de 3 à 15 ans sont asservis. Pour avoir pris la défense de ses jeunes compagnons condamnés au travail forcé, Iqbal Masih vient d'être assassiné par la mafia du tapis.

Tiré comme un lapin. Le lundi de Pâques, Iqbal Masih roulait à vélo en compagnie de deux camarades, dans son village, près de Lahore, lorsqu'il s'effondre sous les balles d'un tueur. Ce garçon de 12 ans devait être bien dangereux pour qu'on l'abatte ainsi, de 13 coups de feu. Après maintes menaces de mort lancée par la mafia du tapis, comme on appelle les propriétaires de manufactures au Pakistan, les principaux utilisateurs de main-d'œuvre enfantine.

A leurs yeux, Iqbal Masih représentait, en effet, le danger absolu: vendu à l'âge de 4 ans par ses parents, pour une vingtaine de nos francs, à un marchand de tapis, le bambin va être détenu pendant 6 ans comme esclave, enchaîné 12 heures par jour à un métier à tisser, avec beaucoup d'autres compagnons d'infortune.

Alerter l'opinion

A 10 ans, il défie son maître, revendique sa liberté et part, non sans avoir dû lui verser une rançon de 13'000 roupies. Alors que lui n'en gagnait qu'une seule par jour (quatre centimes suisses) en s'échinant à tisser, avec ses petits doigts agiles, des tapis exportés vers les lucratifs marchés occidentaux.

Iqbal s'est affranchi de sa condition de quasi-esclavage après avoir rencontré Ehsan Ullah Khan, l'animateur d'un front de libération pakistanais contre le travail forcé des enfants (Bonded labor liberation front/Bllf), qui entretient 250 écoles, accueillant 11'000 gosses libérés de l'infernal engrenage. En 2 ans, l'esprit vif qu'est Iqbal réussit à rattraper 4 années de scolarité. Il venait d'entamer sa cinquième au moment de son assassinat.

Mû par un extraordinaire courage, ce jeune chrétien mène campagne pour demander aux pays occidentaux de boycotter les tapis d'Orient.

On le voit sillonner les capitales étrangères afin d'alerter l'opinion internationale sur le martyre enduré par les 6 millions d'enfants du Pakistan qui partagent son sort. Ils travaillent notamment dans les secteurs du textile, du verre, de la brique, des allumettes et dans l'agriculture.

En novembre 1994, Iqbal témoigne, à Stockolm, sur ses conditions de travail. Un mois plus tard, le fabricant américain d'articles de sports Reebock lui remet, à Boston, son Prix de la jeunesse en action de 15'000 dollars, avec lequel le jeune garçon de 12 ans, qui souhaite devenir avocat, promet de construire une école.

Des millions de petites mains

Sa croisade finit par produire des effets dans son propre pays. Soumis à la pression internationale, le gouvernement d'Islamabad décide de fermer des dizaines de fabriques de tapis. Le premier ministre pakistanais, Benazir Bhutto, s'engage personnellement à combattre le travail des enfants, mais se heurte à la toute-puissance des groupes de pression économiques qui tirent profit de cette «rente». C'en est trop pour la mafia du tapis qui décide de supprimer le jeune gêneur.

Les industriels du tapis pakistanais emploieraient des millions de petites mains dans leurs usines: dès 6 ans, ils travaillent de 12 à 16 heures par jour, rivés à leur chaise, avec une seule interruption dans la journée. Les enfants sont recherchés parce qu'avec leurs doigts minuscules, ils sont capables de faire de plus petits nœuds que les adultes, ce qui confère davantage de valeur aux tapis.

Dans un film réalisé par la télévision suédoise et montrant des enfants pakistanais exploités dans des manufactures sordides, Iqbal Masih explique que s'il ne travaillait pas assez vite ou venait à s'endormir sur son métier à tisser, on le battait cruellement. Sur

les images de ce reportage intitulé «Le tapis» et qui a fait le tour du monde, on voit des enfants de 8 ans enchaînés à des métiers à tisser.
Beaucoup d'entre eux sont esclaves de naissance, parce que leurs parents ont contracté des dettes à des taux usuraires auprès d'un fabricant qui se rembourse en faisant travailler les jeunes. Une exploitation illégale, dénoncée depuis longtemps par le BIT et l'OMS.

Lueur d'espoir

Depuis 1992, ce système est interdit par la législation pakistanaise elle-même. Laquelle prohibe aussi le travail des enfants tout court. Malheureusement, depuis leur adoption, ces textes sont restés lettre morte dans la société féodale qu'est le Pakistan, où les classes supérieures ont un intérêt vital au travail des enfants.

Une lueur d'espoir est cependant apparue avec la signature, au printemps 1994, d'un accord de coopération liant ce pays et le BIT, sur un programme national de lutte contre le travail des enfants.

Iqbal assassiné, il restera un symbole du combat en faveur des enfants des sociétés, dont les familles condamnent leur progéniture, en bas âge, au travail forcé parce qu'elles-mêmes sont engagées dans la lutte pour la survie. Iqbal bâillonné à jamais, il demeurera un champion de la croisade contre les formes contemporaines d'esclavage, dont sont victimes les enfants à l'échelle du monde.

Jean-Pierre Grenon

Tapis et textiles

La Suisse compte parmi les pays les plus «tapissés» du monde. Selon InfoSud, aucun détaillant n'est actuellement en mesure de garantir des tapis exempts de travail enfantin. Terre des Hommes et Pain pour le prochain, entre autres, soutiennent la création d'un label de tapis «propre» qui rend d'ailleurs les professionnels sceptiques.
En outre, les fabricants bengalis de textiles viennent de rejeter un projet de convention internationale qui prévoyait la suppression du travail enfantin au 1er septembre prochain.

Aujourd'hui, des chefs d'entreprises et des commerçants prennent conscience – en Suisse aussi – du problème. Ils réagissent et choisissent leurs fournisseurs en fonction des garanties de non exploitation de leur main-d'œuvre. Le combat est engagé, mais il sera long et ce n'est que par la prise de conscience des opinions publiques que la situation des enfants s'améliorera vraiment.

24 Heures – 31 mai 1995

De petites mains agiles...

Enfance à la rue, au travail, à la prostitution, en esclavage: l'avenir du monde est bien mal en point. Mineur de charbon de 12 ans en Colombie, aide-maçon de 8 ans en Bolivie, servante de 6 ans au Bangladesh, porteur de 11 ans au Mali, manœuvre de 13 ans dans une tannerie toxique au Maroc, cueilleur de jasmin de 9 ans en Egypte, tisserande de 10 ans au Népal... Et surtout, ouvrier comme Oliver Twist dans l'enfer mécanique des dragons asiatiques, payé par exemple 3 francs pour une semaine de 48 heures, dans une fabrique d'ampoules en Indonésie. Dickens et Zola pourraient écrire aujourd'hui la marche forcée vers l'essor industriel des pays pauvres, avec la complicité des consommateurs riches, trop heureux d'acheter un t-shirt pour moins de 10 francs.

Entre 100 et 250 millions d'enfants de moins de 15 ans travaillent illégalement, dont 2 millions en Europe, selon les estimations du BIT. Ils représentent 10% de la population active en Asie, 17% en Afrique et 25% en Amérique latine. Au Brésil, un pré-adolescent (10-14 ans) sur 5 est économiquement actif. En Inde, 345 millions de gosses sont exploités.
Beaucoup remboursent ainsi un emprunt de leur famille.

De nombreux produits cosommés chez nous ont été récoltés, fabriqués ou conditionnés par d'agiles petites mains: crevettes surgelées, cosmétiques à base de fleurs, baskets, vêtements, gants, sole, thé, café, caoutchouc. Le cas des tapis est particulièrement pénible: cet objet splendide sort souvent d'un atelier sordide. Les doigts fins accomplissent des millions de nœuds pendant des mois, ruinant la vue et la colonne vertébrale.

Application difficile

Depuis la création du BIT en 1919, de nombreuses normes internationales tentent d'améliorer la condition enfantine, fixant notamment l'âge minimum du travailleur à 14 ans. Mais elles sont difficiles à appliquer et à contrôler dans une économie désorganisée et corrompue. En 1993 a démarré le Programme international pour l'abolition du travail des enfants. Six pays «à problèmes» participent à sa première phase: Inde, Brésil, Indonésie, Kenya, Thaïlande, Turquie.

Mais gare aux croisades culpabilisatrices! Sur le terrain, le travail abrutissant est parfois vécu comme une libération par des enfants démunis.

«Une fillette du Bangladesh, qui fuit son village pour s'engager dans une filature, échappe à un milieu traditionnel étouffant. Elle se dit: «Mieux vaut être libre et exploitée que prisonnière et esclave de la famille». C'est ce que relève Michel Bonnet, expert du BIT, pourtant chargé de promouvoir l'abolition. Il s'agit d'abord de traquer les abus – esclavage, travaux dangereux ou insalubres, empoyés trop jeunes – tout en changeant peu à peu les mentalités. Ou de soutenir l'effort de réinsertion grâce à des groupes locaux, comme le Front de libération des travaux forcés en Asie du Sud: car il faut éviter que les enfants délivrés de leur cauchemar ne soient simplement livrés à la rue.

Autre piège: faire la morale aux pays pauvres en boycottant leurs produits. C'est la tentation protectionniste défendue par les Etats-Unis, pour anéantir l'unique atout que possède le Sud dans la compétition mondiale: ses bas salaires. C'est d'ailleurs là-bas que nos entreprises s'empressent de délocaliser leur production. Mieux vaut importer «positivement». En introduisant des labels de textiles ou tapis «propres», qui encouragent les entreprises locales à améliorer les conditions de travail.

InfoSud, Daniel Wermus

T'as vu le bengali...

par Gilbert Zbaeren

J'ai lu c't'histoire dans l'journal
Un mec, bengali
Qui vient du Bangladesh
Qu'a essayé de faire
Prêter 5$
Par une Banque à une femme
Qui devait s'organiser pour son négoce

Les Banques n'ont jamais voulu
Prêter cette somme
La femme n'offrait pas
Les garanties de remboursement
Y sont quand même cinglés des fois

E bin Mohammad Yunus
C'est son nom!
Et il a fait des études
Au States
Il en est revenu Docteur
En Economie Politique.
M'enfin...
De plus il est prof. d'économie
A l'Uni de Chittagon
Au Bangladesh...

Ce qu'il a fait le mec...
Il a cherché d'autres Madames
M'enfin!
Comme la première.
Aussi des bonshommes.
Il en a trouvé presque quarante...
L'avance qu'il leur a faite, à tous...
Trente dollars...

C'était le début d'un truc génial
Ecoute m'enfin!
Il est parti du contraire
De ce que les Banques pensaient...
«Pas de prêt d'argent aux pauvres...
Ils sont pas solvables...
Pas vrai qu'il dit lui... M'enfin!

Avec sa manière de voir les choses
Il a institué
Le droit au crédit
Comme un droit de l'homme
Et avec cette mentalité
Il a créé la Grameen Bank

Le pire m'enfin

C'est qu'c't'banque travaille
Dans 35'000 villages du Bangladesh
Qu'elle propose
Des prêts
De cent dollars en moyenne
Tiens toi bien...
A 2 millions de personnes
Paraît qu'y a 94% de femmes

Cette banque affiche
Un crédit de presque un demi-milliard
Des dollars M'enfin!
Et pour en boucher un coin
A ceux qui doutent
Le taux de remboursement est de 98%.

T'arrête pas là.
Lis jusqu'au bout
Il a dit, quand il en a parlé à Saint-Gall
Qu'un tiers de ses clients
Ont dépassé le seuil de pauvreté
Et que les autres n'en sont pas loin.

Ce qui me plaît chez ce mec
C'est qu'il prétend que
«Si nous pouvons assurer aux pauvres
Un vrai soutien économique direct,
Il n'y a aucune raison que la pauvreté
Perdure autour de nous»

M'enfin ce qu'il dit ce mec
Il en a la preuve avec sa banque!

Histoire inavouée

par Claire-Marie Jeannotat





Claire-Marie Jeannotat est née en Suisse, dans le Jura. Sœur enseignante, elle a vécu 34 ans en Afrique du Sud où elle a œuvré aux côtés des opprimés.

Chers amis,

Ces histoires «inavouées» qui sont avouées, qu'en pensez-vous?

Nous vous saurions gré de votre appréciation, de vos critiques, de vos doutes, de vos questions: nous les attendons. Merci.

Des histoires «inavouées», que tous connaissent et que personne n'avoue, vous en avez sûrement, vous en savez, seriez-vous d'accord de les partager avec nous pour en faire une bonne nouvelle qui monte comme la sève, du bas vers le haut... et qui, surtout, guérit des blessures individuelles et sociales.

Même Jésus y pensait: «Est-ce que la lampe vient pour qu'on la mette sous le boisseau ou sous le lit? N'est-ce pas pour qu'on la mette sur le lampadaire? Car il n'y a rien de caché qui ne doive être manifesté et rien n'est demeuré secret que pour venir au grand jour» (Marc 4:21-22).

Il faut essayer de dire la vérité pour qu'elle nous libère et nous guérisse. Les gens «de tous les jours» d'Afrique du Sud – d'ailleurs – nous le montrent...

Laissons parler les racines
Ecoutons chanter les racines
Nous comprendrons mieux
L'éphémère beauté de la fleur
L'aigreur
Ou la saveur
Du fruit
Dont les graines
Forcément
Retournent aux racines...

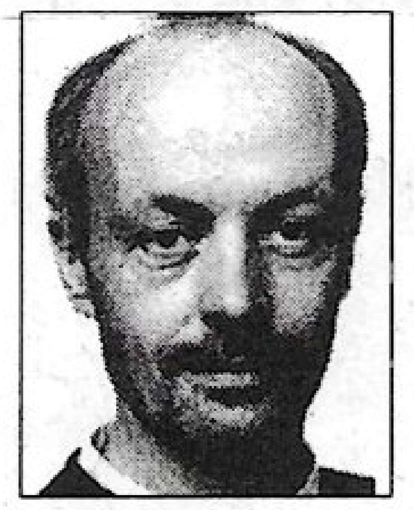
Claire-Marie

Le Nouveau Quotidien – 6 juin 1995

La chronique de Christophe Gallaz

Moi, Défaillance, fils d'évêque

Vous ne me connaissez pas. C'est normal. Vous ne pourriez pas. Personne n'a pris la parole à mon sujet. Je m'appelle Défaillance. C'est le seul vocable qu'a trouvé mon futur père, l'évêque de Bâle, Jean-Georges Vogel, pour me désigner dans la lettre qu'il a signée l'autre jour pour annoncer sa démission. Pas un mot pour se réjouir de ma naissance. Pas un mot pour me souhaiter une existence réussie. Et pas un mot pour attester quelque respect envers ma mère.



Je suis donc celui qui vient tout saboter. Je suis celui qui n'inspire aucun respect, ni la moindre attention. Je suis le synonyme de la faiblesse et de l'erreur. Je suis celui dont la conception n'est pas saluée par l'Eglise, qui tire pourtant sa prospérité principale du discours sur l'amour. Je suis celui dont la vie n'est pas tolérée par l'Eglise, qui tire pourtant sa prospérité principale du discours sur la vie. Je suis par conséquent celui dont l'Eglise aurait sans doute préféré que la naissance fût déjouée par les moyens de la contraception voire de l'avortement – si son pape ne dirigeait contre eux ses plus tenaces réquisitoires.

C'est dire la consternation que je provoque. Vous les avez regardés l'autre jour, sitôt publiée la lettre de Jean-Georges Vogel? Vous avez regardé comment tous ces prélats, nonces et curés du pays ont commenté l'imminence de ma venue? Effarés. Stupéfaits. Abasourdis. Pétrifiés. Elevant leur regard aux nuées. Tombant à genoux. Joignant leurs mains. Se tordant de douleur. Disant quel malheur. Disant comme nous sommes frappés. Et disant comme vous êtes digne, cher évêque Jean-Georges Vogel. Disant comme vous êtes courageux. Disant comme votre terrible destin va nous faire avancer sur la voie du changement. Disant comme nous allons mûrir ensemble. Disant comme nous nous approcherons de Dieu.

Toutes ces phrases terrifiantes d'onctuosité, au mot près, qu'on entend bruire d'habitude au sortir des cérémonies d'enterrement. Toutes ces phrases prononcées sur mon dos, si je puis dire, grâce à moi, et dont je paie déjà l'utilité stratégique. Toutes ces phrases grâce auxquelles on donne un coup de neuf au corps ecclésiastique. Grâce auxquelles on resserre les rangs. Grâce auxquelles on se compte et l'on se trie. Grâce auxquelles on réaffirme l'échelle des valeurs et des infractions. Grâce auxquelles on restaure la légitimité du système, la fermeté de son cap et la cohésion de ses servants.

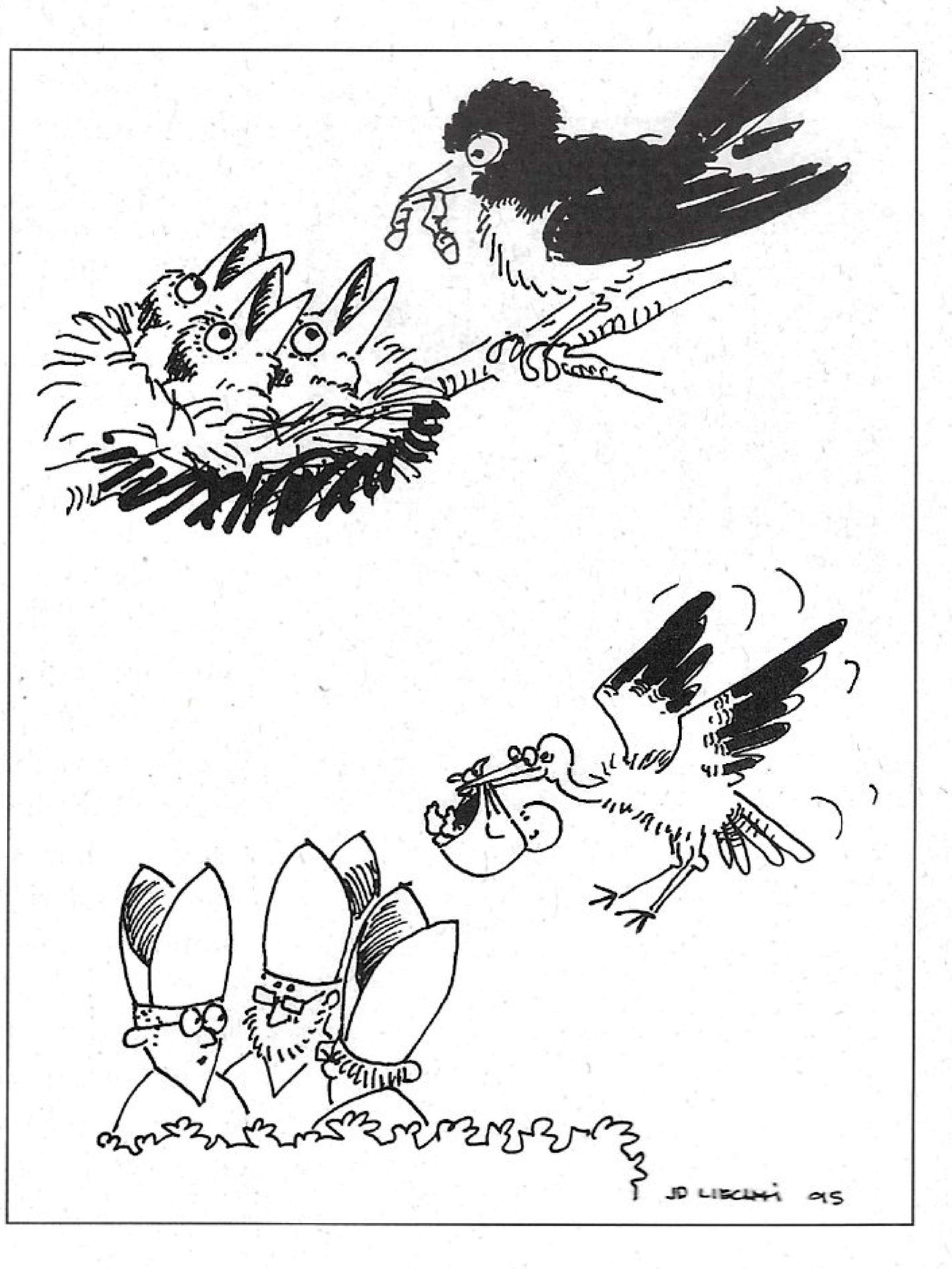
Je suis donc celui qui vient tout saboter. Je suis celui qui n'inspire aucun respect, ni la moindre attention

C'est exactement cela que je veux mettre en lumière. C'est cela que ma naissance va dénoncer. Cette théâtralisation frauduleuse de la douleur et de la fraternité tandis que le monde réel, dont je suis ici l'exemple et même l'annonciation, est abandonné dans sa solitude ou nié dans son principe. Ce mime de l'engagement de soi que tous jouent en permanence – jamais pour favoriser la vie diffuse et frémissante, mais toujours pour signifier leur allégeance aux grands mécanismes, aux hiérarchies et aux institutions, c'est-à-dire au pouvoir et finalement aux Etats.

Mais vous ne vous en tirerez pas simplement, prélats, nonces et curés du pays. Vous êtes pris dans des tenailles implacables. Vous incarnez la misère des temps modernes. Comme n'importe quel commerçant, vous faites ces jours-ci la démonstration de votre impuissance face au problème de votre image et de votre publicité. Vous êtes paniqués par l'obsession d'être arrimés au siècle, c'est-à-dire de n'y perdre aucune part de marché, mais vous restez furieusement soucieux de conserver tout le prestige de votre marque. Vous dévidez d'interminables discours sur l'Autre, mais vous ne supportez pas l'irruption de cet Autre dans vos rangs. Vous êtes comme la France, qui va porter des sacs de riz dans les villages de Somalie et vend partout des armes.

Prélats, nonces et curés du pays, vous avez perdu la seule parole qui vaille. Vous l'avez perdue comme moyen de réconcilier les contrastes du monde, et l'avez muée en un refuge qui vous permet de les ignorer. C'est peu dire que vous laissez l'âme et le corps, ou l'ordre temporel et l'ordre spirituel, en état de dissociation et de solitude. Je me réjouis de naître pour être le vivant procureur de cette circonstance. Je me réjouis de savoir comment mon futur père l'évêque de Bâle, Jean-Georges Vogel, reconnaîtra publiquement ma naissance et m'élèvera.

Je me réjouis de savoir si l'un ou l'autre de ses pairs, qui l'ont si respectueusement salué ces derniers jours, me prendra pour filleul. Je me réjouis de savoir si je resterai l'indésirable au point où je le suis aujourd'hui, innommé comme aucun métèque ne le fut jamais. □



Coopération militaire ambiguë

Croissance – mai 1995

FRANÇAFRIQUE

DOSSIER NOIR

Avec sa rigueur habituelle, la «Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France», publie son 4e dossier noir. Au programme, les dérives de la présence militaire française en Afrique. 23 accords de coopération militaire lient en effet aujourd'hui l'Hexagone et des pays d'Afrique sub-saharienne. «Tous, souligne ce rapport, sacrifient au dogme de la stabilité, quitte à sacrifier aussi des populations à l'enkystage, durant plusieurs décennies, de régimes dictatoriaux». Et d'insister : «La France tend à considérer la stabilité politique comme une valeur en soi, supérieure au développement et au progrès de l'Etat de droit. Du coup, l'Etat a systématiquement raison contre la population (...). Le double langage consiste à prôner la sécurité pour le développement, alors qu'on bunkérise les places fortes du pillage et des trafics en tous genres ; à prôner l'ordre au bénéfice de la société, alors que l'on favorise son encasernement». Voilà qui est clair. Les 10.000 militaires français présents sur le continent fabriquent ainsi une coopération militaire politiquement ambiguë, secrète, voire dangereuse. Les services de renseignement français sont bien entendu omniprésents sur le continent. Tous les chefs d'Etats africains du pré carré ont à leurs côtés un conseiller, officier de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). En outre, précise le rapport, «à côté des militaires d'active, visibles ou clandestins, la France envoie en Afrique toutes sortes de gens d'armes, ex-policiers, officiers «retraités», ou mercenaires. A ce jeu, les anciens de l'Elysée font très fort : Paul Barril se multiplie auprès des chefs d'Etat africains, parmi lesquels l'ancien président rwandais Habyarimana ; le général Jeannou Lacaze a pu cumuler les fonctions de chef d'état-major des présidents Mitterrand et Mobutu avant, retraité, de devenir le conseiller militaire de ce dernier, du général Eyadéma, et de quelques autres». On comprend mieux, dans ces conditions, que la présence militaire française en Afrique soit sujette à ces dérives que détaille ce dossier indispensable.

Contrôle d'identité *à la frontière entre Rwanda et Zaïre par les forces françaises.*



J.P. PELISSIER/REUTER/MAXPPP

PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE EN AFRIQUE : DÉRIVES...

4e « dossier noir » de la politique africaine de la France, Agir ici, Survie.

Plus de peine capitale

Le Monde – 7 juin 1995

La Cour suprême abolit la peine de mort en Afrique du Sud

L'AFRIQUE DU SUD est devenue, mardi 6 juin, le cinquante-cinquième pays au monde à abolir la peine de mort. Dans un arrêt, la Cour constitutionnelle sud-africaine, instituée par la Constitution intérimaire, a en effet jugé qu'*« il était interdit à l'Etat et à tous ses organes de procéder à toute exécution »*. Sous la présidence d'Arthur Chakalson, les onze magistrats de la Cour examinaient un recours présenté par deux condamnés à mort pour un quadruple homicide commis lors d'un hold-up.

La Constitution sud-africaine était restée muette en 1994 sur la question de la peine capitale, à la suite d'un désaccord entre le Congrès national africain de Nelson Mandela et le Parti national de Frederik De Klerk. Il revenait donc à la Cour d'examiner sa conformité avec la déclaration des droits contenue dans la loi fondamentale. L'Afrique du Sud, qui est longtemps resté l'un des pays où le taux des exécutions capitales était le plus élevé, compte 453 condamnés à mort dans ses prisons.

Sur le continent africain, seuls quatre pays avaient jusqu'à présent aboli la peine de mort. Il s'agit du Cap-Vert, du Mozambique, de la Namibie et de Sao Tomé et Principe. Cinq autres pays ont une pratique abolitionniste : la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Burundi : combats intenses

Le Nouveau Quotidien – 6 juin 1995

Hutus et Tutsis livrent bataille depuis une semaine à Bujumbura

Des milices hutues et l'armée à dominante tutsie se sont affrontées hier pour le sixième jour consécutif dans les faubourgs de Bujumbura, la capitale burundaise. Les combats, sporadiques mais intenses, ont eu lieu ce week-end à Kamenge et dans le quartier majoritairement hutu de Kinama, deux bastions des Forces pour la défense de la démocratie (FDD), parti de l'ancien ministre de l'Intérieur Léonard Nyangoma.

Le «major Savimbi», «chef des opérations nationales des FDD», a indiqué dans l'après-midi que trente-huit civils et quatre combattants des FDD avaient été tués. Il a également affirmé que seize soldats de «l'armée tutsie» avaient été abattus et dix fusils Kalachnikov saisis par ses troupes. Un bilan formellement démenti de source militaire, pour qui un seul soldat aurait perdu la vie.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui avait prévu d'évacuer des blessés de Kinama, a buté hier sur la mauvaise volonté des autorités militaires. Il a commencé néanmoins à distribuer des vivres et des médicaments aux milliers d'habitants de la capitale qui se sont réfugiés ces derniers jours dans les champs et les villages environnants.

Si le nombre de ces pauvres hères est très difficile à évaluer, il a été estimé à environ 20 000 par le Programme alimentaire mondial (PAM).

AFP/REUTER

Tiers monde : prostitution enfantine

Journal de Genève et Gazette de Lausanne – 17 mai 1995

Le tourisme sexuel s'étend

Le tourisme sexuel s'étend de la Thaïlande et l'Inde jusqu'à de nouveaux centres de prostitution enfantine en Amérique latine et en Asie, selon Christian Aid (Aide chrétienne), une organisation humanitaire britannique. Les touristes du sexe n'utilisent pas de préservatifs, exposant les enfants au sida, et recherchent des victimes toujours plus jeunes dans l'espoir qu'elles ne seront pas contaminées, rapporte Christian Aid. Quelque 200 000 petites Népalaises ont été vendues comme esclaves sexuelles à des bordels indiens; la prostitution enfantine est également préoccupante au Brésil, aux Philippines (60 000 victimes), en Thaïlande (200 000). Mais de nouvelles zones émergent, comme la Colombie, où un tiers des prostitués a moins de 14 ans, un sur 20 moins de 10 ans. (Reuter)

Que devons-nous faire?

par Olivier Labarthe

En cette fin de semestre finissant dans la bousculade, je suis surpris par le nombre d'expressions de lassitude. Temps de surcharge pour soi ou pour les affaires du monde. Temps qui génère une sorte de climat de désillusion que traduit cette expression «que faire, il n'y a rien à faire»! Face à tant de drames que nous sommes condamnés à voir ou à entendre sans pouvoir intervenir, «que faire»? Alors on baisse les bras et on avoue notre lâcheté. Toute situation dramatique vient ainsi façonner notre impuissance par une sorte de résignation programmée: «Que faire»...?

Face à la guerre en Bosnie, face au mal développement de notre terre, face à telle évolution de l'état de santé ou du comportement de telle personne...

Dans ce climat c'est une chance de pouvoir relire le récit de la Pentecôte. Un événement qui ébranle cette résignation programmée. Là où il y avait des montagnes d'incommunication avec son train de lassitude à devoir toujours apprendre une autre langue, un autre langage pour se comprendre, «parle-moi j'ai quelque chose à te dire», voici qu'une brèche est ouverte: chacun entend l'autre parler sa propre langue. La distance devient proximité, l'impossible devient possible. Quand la parole circule elle engendre la compréhension, la joie d'être compris. Ceux qui étaient connus comme étranges sont reconnus comme des hommes et des femmes à part entière. L'événement de Pentecôte c'est la vision et la promesse que le règne du Christ est à l'œuvre, qu'il veut nous rapprocher les uns des autres, nous mettre en marche, susciter des relations nouvelles qui n'ont plus rien à voir avec notre manière de coucher sur nos positions ou de nous asseoir sur nos principes.

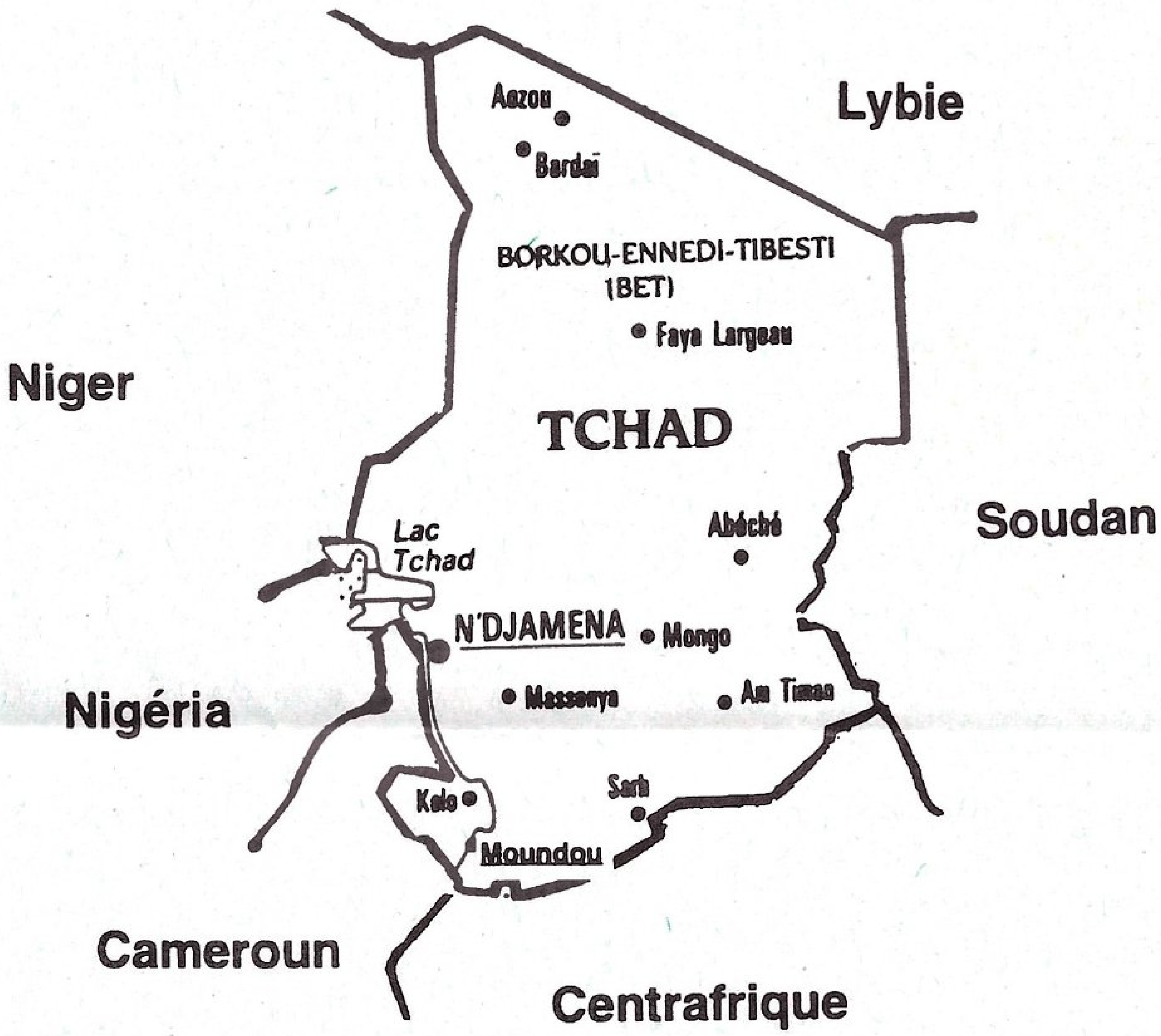
Face à ces gens venus de tous les horizons et qui se comprennent, les chrétiens d'alors posèrent cette drôle de question:
«Que devons-nous faire»?

Je suis frappé par le passage entre Que faire et Que devons-nous faire. J'y vois comme deux expressions complètement opposées. L'une génère la résignation et la lassitude, jusqu'au point de justifier l'inaction... Alors que l'autre atteste qu'une porte s'est ouverte, que je peux me risquer à faire quelque chose. Fini le règne de la lâcheté. Une trace de solidarité est possible.

Par le feu et le vent, le Seigneur a remis debout une humanité chancelante, une génération perdue. Entrer dans le projet de Dieu, c'est prendre place dans le peuple de l'espérance, tournant le dos à la lassitude et à la lâcheté. Pentecôte un événement qui change notre manière de voir. Et l'Apôtre Pierre de préciser: ce projet concerne l'espace et le temps. Il est pour vous et tous vos descendants. Il est pour ceux et celles d'ici, de cette ville, de ce pays et dans le monde entier. Il aurait pu dire que la promesse du Seigneur est pour tous les visages que vous voyez à la TV et pour toutes les voix que vous entendez à la radio. Et nous pourrions ajouter, elle est aussi pour tous les amis d'ici et d'ailleurs pour lesquels nous prenons du temps, avec lesquels nous osons construire la paix et la justice, et sans lesquels notre vie serait fade.

Nous avons fait le pari de dire «Que devons-nous faire»? Avec audace nous nous sommes engagés sur des chemins pas toujours confortables à la rencontre d'hommes et de femmes pour ensemble vivre quelque chose de l'Humanité nouvelle. Dites-le nous, en secret, regretteriez-vous ne pas avoir baissé les bras et d'avoir retenu la parole perverse: «Que faire»?

Une expérience d'animation à la gestion non violente des conflits



Sociologue, membre de la Communauté de Chambrelien (Suisse), ancien permanent d'Eiréné, formateur auprès du MIR et du Centre Martin Luther King, Jean-Denis Renaud a été appelé par l'Association tchadienne pour la non-violence (ATNV) à animer du 5 au 9 décembre 1994 un «Séminaire de formation à la gestion non violente des conflits» à Moundou (sud du Tchad).

«En accordant au gouvernement tchadien les moyens d'envoyer à tous les coups deux pelotons de gendarmes là où il faudrait un seul homme doué d'esprit de justice et de conciliation, on lui rend le plus mauvais service, et on envoie le pays à sa perte».

Mars 1976. Extrait d'une Lettre à Jacques Chirac signée Jean Chapelle (ancien directeur-adjoint de l'Institut Tchadien des sciences humaines, ancien directeur du Musée de N'Djaména).

Le contexte socio-politique tchadien

L'expression «rapports Nord-Sud» ne connote pas au Tchad une relation avec l'Occident: elle est immédiatement comprise comme une allusion au clivage interne entre le Nord musulman, éleveur, commerçant, de langue arabe et le Sud cultivateur, non arabophone, ouvert à la francophonie, animiste ou chrétien. Ce clivage s'étend aux pays voisins sahéliens avec leurs modalités régionales: guerre civile au Soudan, rébellion touarègue au Niger et au Mali. «Quand la guerre civile de 1979 s'est-elle arrêtée?» demandai-je à un tchadien du Sud. «Elle n'est pas encore terminée!» fut sa réponse.

Le 1er décembre 1990, la prise de pouvoir d'Idriss Déby autorise la création des partis politiques, syndicats, organisations indépendantes et presse libre. Début 1993, une Conférence nationale souveraine (CNS) engage plus avant le processus de transition démocratique. La Constitution est révisée. Des élections législatives et présidentielles sont annoncées. Mais l'enthousiasme retombe, les libertés gagnées doivent se défendre chèrement et la méfiance s'accroît. Plusieurs foyers de résistance armée s'opposent au pouvoir central et l'insécurité n'est que trop fréquente. «Si Déby gagne les élections, ce sera la guerre civile, s'il les perd, ce sera la guerre civile» ai-je entendu dire plusieurs fois: la crainte d'une «rwandisation» du pays.

Les mouvements non violents

N'Djaména bénéficie du passage de nombreuses personnalités et les formations données par des étrangers

aux divers mouvements des droits de l'homme sont assez fréquentes. Tchad non-violence (TNV), qui a son siège dans la capitale, a par exemple accueilli en octobre et novembre 1994 Hildegard Goss-Mayr et Alfred Bour du Mouvement international de la réconciliation (MIR) pour y animer deux séminaires. TNV a comme caractéristique d'être religieusement neutre, ses membres sont musulmans, chrétiens et animistes. TNV a l'ambition de devenir un mouvement national.

L'Association tchadienne pour la non-violence (ATNV) est née à Moundou le 24 juillet 1991. Moins connue et appuyée par les Européens que TNV, elle est isolée géographiquement à 500 km au sud de N'Djaména (liaisons aériennes fantasques et coûteuses, 350 km de pistes impraticables pendant la saison des pluies. Même le courrier a du mal à passer). L'ATNV est présidée par Julien Beassemda, ancien ministre du Gouvernement Déby, secondé par Marc Mougnan, secrétaire général, membres d'un Bureau dans lequel a été actif un volontaire d'Eiréné. Par le travail fort habile de ses leaders, elle s'est étendue très rapidement en 38 cellules dispersées dans les cinq préfectures du sud du pays (ainsi qu'une à N'Djaména). Elle a pour caractéristique de s'être diffusée essentiellement en milieu évangélique protestant. Active au niveau national, elle a participé à la CNS et joue un rôle de conciliation entre le mouvement armé insurrectionnel sudiste de Laokein Bardé Frisson et les instances étatiques (les représailles de l'armée sur la population civile prise entre deux feux ont fait plusieurs dizaines de morts l'été dernier). Elle a aussi mené plusieurs actions directes au niveau régional (actions «ville morte» pour protester contre des émeutes de musulmans), utilisant les églises comme relais. Elle collabore aux actions de protestation et de protection avec les autres ONG de droits de l'homme. Enfin, L'ATNV a organisé deux séminaires en 1993, le premier animé par ses membres et le second par le pasteur canadien mennonite Albert Hodder. Cet enracinement évangélique très motivant, qu'on retrouve dans les statuts de l'Association fortement marqués par l'influence de Martin Luther King, a



pour revers de freiner l'accès des membres animistes (nombreux au sud du pays) et surtout de négliger les musulmans avec lesquels il serait capital et prophétique de coopérer... Le lien se fait cependant par le biais d'une étroite collaboration avec les autres ONG sans couleur religieuse.



Travail en petits groupes, à l'extérieur, au coucher du soleil

Le séminaire sur la gestion non violente des conflits

Que pouvais-je dire, ou faire, venant de ma Suisse douillette et riche face à des personnes plongées dans la violence structurelle du maldéveloppement et soumises à l'intimidation armée? D'abord écouter avec humilité. Puis partager le capital international d'informations, de documents, de pratiques et de culture non violente abondant auquel un militant européen a accès, alors qu'une photocopie est un luxe pour un Moundoulais...

Les méthodes d'analyse et les procédures à mettre en place pour gérer les conflits locaux pouvaient-elles être inspirées par celles que je pratiquais? Je me trouvais dans un contexte où traditions coutumières érodées, droit étatique hérité de la colonisation en recherche de légitimité, et loi du plus fort étaient en concurrence. J'ai placé d'emblée ma stratégie au niveau des mécanismes psychologiques de dynamique de conflits postulés comme universels bien que venant d'ailleurs et testés dans d'autres contextes culturels; par exemple: l'escalade conflictuelle (heurt de volontés, détérioration de la perception d'autrui, appels aux tiers, perte de confiance, rupture de communication, augmentation de la cœrcition...) et son complément, les procédures de désescalades. J'avais confiance que les hypothèses du psychologue Carl Rogers, par exemple sur l'importance de l'empathie dans la communication, pourraient être ici confirmées. Il était clair cependant que des dissonnances sociologiques pouvaient se manifester à chaque instant (j'apprendrai à mes dépens, en évoquant par une saynète la cordialité de mes relations avec ma belle-mère, que mon exemple était «absurde» puisque pour les participants, de telles relations de parenté ne pouvaient à l'évidence qu'être respectueusement distantes!).

J'ai donc passé une semaine à N'Djaména et deux jours à Moundou pour m'imprégner du contexte spécifique, avant le séminaire. L'appui d'un couple d'amis volontaires d'Eiréné, Ghislaine (française) et Mand Ryaïra (tchadien du sud et ayant étudié les sciences politique à Paris, donc parfait biculturel) m'a été très précieux. Ils m'ont servi de conseillers culturels et pédagogiques tout au long de mon séjour.

Sur quelles bases éthiques pouvais-je appuyer mes postulats non violents? Le contexte protestant évangélique dominant me faciliterait notamment la référence biblique, mais les invités n'étaient pas tous membres de l'ATNV et lorsque j'évoquerai «la paille et la poutre», par exemple, je ne manquerai pas d'être interrompu pour une demande d'explication...

J'ai dû m'adapter aux conditions matérielles et humaines locales: les participants étaient très nombreux, près de 120 personnes; le séminaire avait lieu dans l'agréable Centre de jeunesse des assemblées de Dieu du Tchad (salle principale et cour); les coanimateurs n'étaient pas tous formés, le travail en petits groupes pouvait difficilement se faire le matin à l'extérieur à cause du soleil, et comme support écrit nous n'avions à disposition que de rares tableaux noirs. L'usage d'un secrétariat ad hoc mis à disposition par l'ATNV me permit de distribuer quelques pages dactylographiées et ronéotées sur place (délai, trois jours) à défaut de photocopies.

Les participants du séminaire (dont peu de femmes) venaient souvent de loin, parfois de plusieurs centaines de kilomètres, avec des délégations des



Les méthodes actives peuvent aussi être utilisées en plénière...

sections régionales de Tchad non-violence, la Ligue tchadienne des droits de l'homme, l'Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme... Ces fonctionnaires, paysans, étudiants, pasteurs, évangélistes (et même un policier qui, face à l'auditoire amusé s'intitula fièrement «premier gendarme non violent du Tchad»), s'exprimaient et écrivaient pratiquement tous en français.

Les conflits vécus étaient très variés. En voici quelques-uns tels qu'exprimés en début de session par les militants: «Les habitants d'un village ont été pris en otage par des militaires du 1er Régiment qui les ont obligés à pousser leur véhicule en panne avec passagers et bagages sur 15 km. Un récalcitrant qui a tenté de s'enfuir a essuyé un tir nourri... Conflit entre éleveurs et paysans où le chef du canton a été corrompu par les éleveurs... Conflit entre élèves et professeur à propos d'examens de fin d'études... Adultères qui engendrent parfois des crimes... Cohabitation difficile entre chrétiens et musulmans... Conflit de voisinage où une tierce personne qui sépare les protagonistes est elle-même prise à partie... Conflit religieux qui dégénère en conflit communautaire... Enfermé pendant 21 jours dans un trou sur dénonciation d'un tiers... Conflit entre un directeur et ses collaborateurs ayant entraîné une grève... Conflit entre une vendeuse de bière et un client qui en guise de paiement brandit un couteau... Conflit familial opposant une grand-mère à son petit-fils suite à un vol de pagnes (fausse accusation)... Conflit de fiançailles opposant élève et professeur... Conflit mettant aux prises un chef militaire commandant de brigade, un commissaire et un préfet... Conflit conjugal (refus de polygamie)... Vendetta... Conflit entre «codos» (commandos rebelles) et militaires avec victimes civiles... etc.

Le travail était introduit chaque matin par un cantique et une prière. Après un rappel des principes de bases de la non-violence, nous avons, à partir des exemples évoqués par les participants, travaillé principalement la dynamique des conflits, la négociation, la conciliation, la médiation et la communication non violente (inspirée de Marshall Rosenberg). Exposés et jeux de rôles permettaient la descente du savoir dans le savoir faire et le savoir être. Des quiproquos culturels favorisaient le rire mêlé aux moments graves. Lors du culte d'action de grâce final, une narration sous forme de parabole toucha les cœurs et deux participants musulmans discrets représentant l'Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme manifestèrent leur présence fraternelle... Un mois après, l'un deux m'écrira: «Notre compte-rendu du séminaire auprès de nos camarades de l'Association a suscité une grande maturation en faveur de la non-violence. (...) Ensemble, nous continuons à nous exercer sur les règlements des conflits, soit au cours de nos réunions au sein de l'association avec les camarades qui ont pris goût aux techniques depuis notre compte-rendu, soit à domicile, avec les membres de nos familles respectives. Cela nous comble de joie et nous te sommes très reconnaissants pour ce don. Que Dieu t'én donne récompense et l'inscrive parmi tes bonnes œuvres au jour du jugement dernier!».

Jean-Denis Renaud,
membre d'Eiréné et ancien membre de l'équipe rédactionnelle

Retours... et naissance

Manuelle Fracheboud Mottet, assistante sociale, et **Jean-Luc Mottet,** logopédiste, de retour le 30 avril 1995 de leur engagement auprès du Centre d'accueil Notre-Dame à Monasao/République Centrafricaine. Manuelle y a assuré un appui à la formation des femmes, des familles, d'animatrices de quartier. Elle a également participé à la mise en route d'un centre social.

Jean-Luc s'est occupé de la formation d'animateurs et de jeunes gens, par le biais d'activités telles que alphabétisation, organisation sociale, reconnaissance culturelle, agriculture, etc. Il a également collaboré à la mise sur pied de «maisons de jeunes».

Leur retour précède de peu l'arrivée de la cygogne puisque **Mathilde** est née le 27 mai 1995.

«Bienvenue Mathilde» et tous nos vœux de bonheur à tous les trois!

Leur adresse:
Outre-Vièze, 1871 Chœx

Décès

M. Gaston Friche, décédé le 21 avril 1995, père et beau-père de Clotilde et Pierre-André Allemann-Friche, anciens volontaires FSF en Guinée.

M. Georges Joss, décédé le 22 mai 1995, père et beau-père de François et Aydalima Joss-Padilla, actuellement volontaires FSF à Managua/Nicaragua.

Assemblée générale

L'assemblée générale de FSF a eu lieu au Bouveret les 10 et 11 juin 1995, avec notamment l'adoption de nouveaux statuts et la réélection du comité actuel pour deux ans.

Nous en reparlerons dans le prochain numéro.

Nous reproduisons ci-dessous un texte que nous a soumis l'équipe de coordination suisse de FIAN. Il s'agit d'une organisation internationale (voir plus loin ses objectifs) qui en mai dernier a jeté le coup d'envoi pour créer une branche suisse de l'association, avec le soutien de la Déclaration de Berne. Nous projetons de vous faire découvrir plus largement leur action dans un prochain dossier.

FIAN (Food first information action network) est une organisation internationale de droits de l'homme, qui s'engage en faveur de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels de l'homme et, en particulier, du droit fondamental qu'a toute personne humaine à se nourrir.

Elle milite pour que ces droits décrits, entre autres, dans la charte internationale des droits de l'homme et en particulier l'article 11 du pacte intenational relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, soient pleinement reconnus par tous en tant que droits de la personne, et soient respectés afin de rendre possible un réel développement autogéré.

Malheureusement, trop souvent les droits à la terre de petits cultivateurs ou de paysans sans terre, les droits sur des domaines ancestraux de populations indigènes, le droit des pêcheurs ... sont violés, même souvent au nom d'un certain développement. Il faut donc soutenir ceux qui luttent pour leurs droits, et faire campagne en occident où tant de décisions sont prises, pour que les droits de l'homme économiques soient respectés.

Les activités des membres de FIAN consistent en:

- des actions urgentes, dans le cadre desquelles des lettres sont écrites lorsque le droit à la nourriture est menacé ou violé;
- le traitement de cas par les groupes locaux (5-6 membres) à long terme en contact direct avec les victimes de ces violations;
- ils reçoivent en outre le magazine de l'association «Affamé de justice» qui les informe régulièrement sur les droits de l'homme économique.

Ces campagnes et actions urgentes ont contribué dans au moins un tiers des cas à une amélioration des conditions pour ceux qui se battent pour leurs droits à la nourriture.

Nous vous écrivons, car nous vous savons affamés de justice, et espérons pouvoir compter sur votre soutien. Nous cherchons encore des membres fondateurs, et des membres du comité.

Il est très important que le FIAN soit représenté dans toute la Suisse par des individus et des groupes régionaux, représentant les forces d'action derrière les campagnes du FIAN. Si vous avez besoin de documentation, tels des brochures (en anglais, français ou allemand) sur le FIAN ou des copies de magazines, n'hésitez pas à nous contacter.

Nous nous réjouissons de travailler avec vous pour la promotion du droit à se nourrir.

Adresse de contact:
FIAN Coordination Suisse
c/o Peter Damary
24, ch. Mont-Rose
1294 Genthod
Tél. 022/774 12 81
Fax 022/774 31 69

Carnet rose

Nous souhaitons la bienvenue et bonne route à:

Zahira,
née le 22 avril 1995 chez Brigitte et Ademar **Mercado-Auf der Maur**

Cécile, Anne
née le 16 mai 1995 chez Jeannie et Bernard **Zaugg**

Ghislain,
né le 31 mai 1995 chez Elisabéth et Michel **Rouiller**.

Petits projets

Soutiens financiers

Soutien pour groupes de base

En 1994, EIRENE a pu financer 27 petits projets de développement et soutenir différentes initiatives de base dans le Sud. 25% de ces financements ont été réalisés par EIRENE et ses partenaires, les 75% restant ont été des fonds de l'Union Européenne.

Avec un don d'un franc nous avons pu mettre quatre francs à la disposition des projets suivants.

Nicaragua
CANTERA 23'771,58 DM
Soutien à la formation continue des petits paysans

Intercollectivo 31'674,84 DM
Formation des collaboratrices du centre féminin

Los Pepitos 16'830,09 DM
Véhicule pour le transport des enfants handicapés

CENIDH 28'795,31 DM
Equipement du centre de documentation

ADECA 15'847,72 DM
Formation des promoteurs de santé-primaire

CCC 5'847,72 DM
Fonds de crédits pour petits commerçants à Managua

ICECIM 23'771,58 DM
Construction d'un centre de formation

Chili
MACONDO 37'137,10 DM
Programme culturel dans une favela de Santiago

KAIROS 28'315,54 DM
Ateliers féminins d'artisanat

Taller Acción Cultural 25'278,35 DM
Programme «Histoire racontée de la base»

Aukin Wallmapu Ngulam 24'541,71 DM
Organisation/Mise en place de l'infrastructure de l'Organisation Mapuche

Burkina Faso
Femmes burkinabé e. M. 15'614,06 DM
Construction d'une maison pour enfants

Côte d'Ivoire
RECORE 28'213,92 DM
Machines agricoles pour la coopérative

Mali
FESOEM 15'614,06 DM
Mise en place d'un atelier de menuiserie

Maroc
Groupe d'anciens prisonniers 32'914,06 DM
Soutien d'anciens prisonniers politiques

Niger
Association des Sourds 6'930,93 DM
Formation professionnelle pour jeunes sourds

CAP-MPE 7'825,70 DM
Formation pour petits entrepreneurs

Sénégal
Bock Dlom 15'614,07 DM
Fonds de soutien pour petits entrepreneurs et de crédit pour femmes

Afrique du Sud
Concerned Christians 34'637,91 DM
Mise en place d'un centre d'encouragement à l'engagement social

Tanzanie
FOR 13'277,95 DM
Entraînement à l'action non violente

Tchad
ATNV, Moundou 35'418,08 DM
Entraînement à l'action non violente

Amical Université Populaire 12'154,91 DM
Université populaire

N'Djaména Hebdo 3'798,41 DM
Laboratoire photographique pour journal

Femmes ADISET 28'896,06 DM
Mise en place d'un centre de production de glace

Zambie
FOR 18'365,01 DM
Entraînement de formateurs à l'action non violente

Zimbabwe
FOR, Harare 18'920,47 DM
Entraînement à la résolution non violente de conflits[1]

Bangladesh
TARANGO, Sultanpur 46'403,09 DM
Construction d'un centre de formation féminine[2]

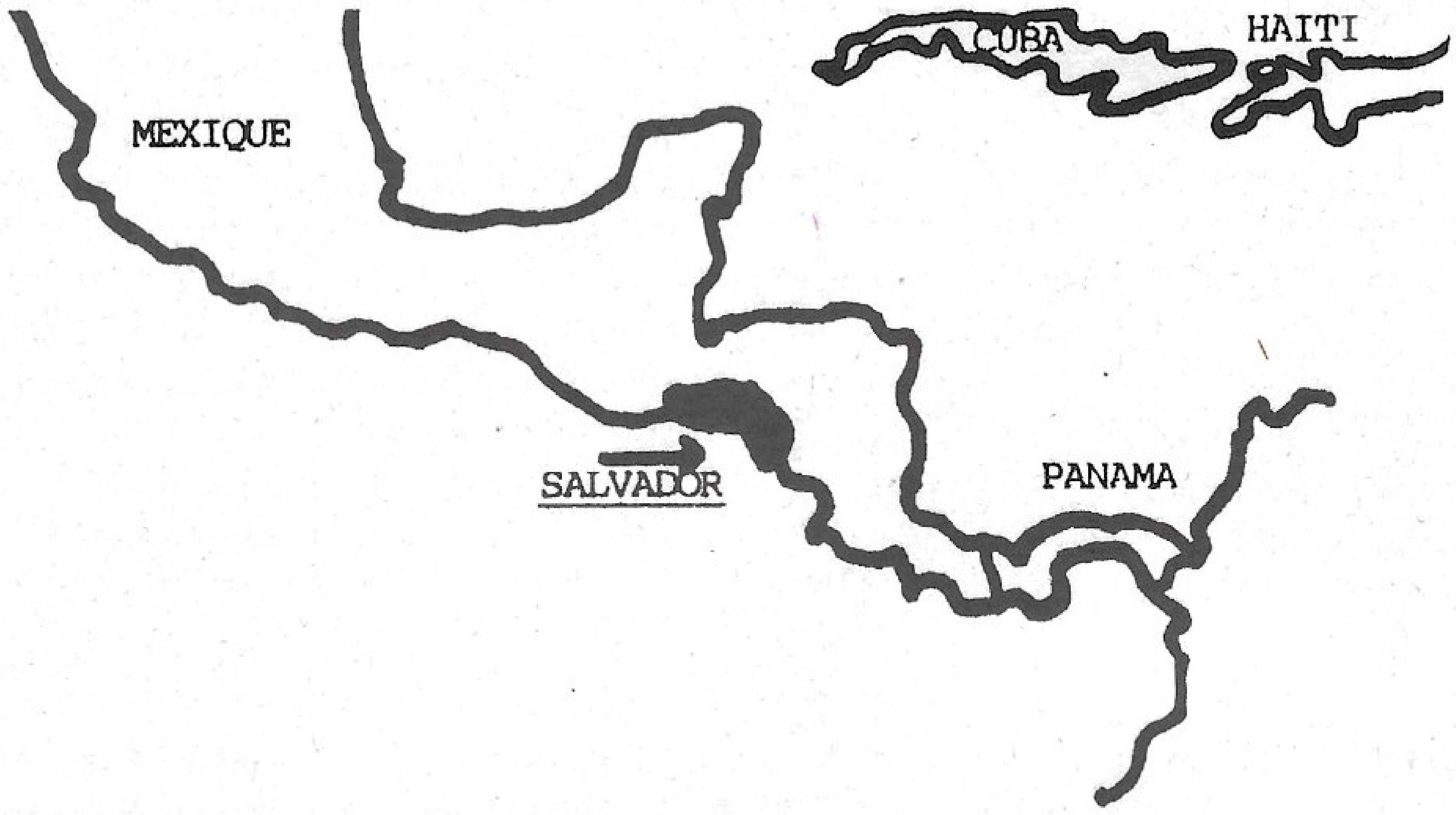
TOTAL 606'410,23 DM

Les partenaires ont partcipé aux dépenses pour une somme de 43'135,81 DM

---

[1] En collaboration avec le Mouvement International de la Réconciliation

[2] En collaboration avec NETZ Partenaire pour la paix et le Développement



Voici les premières impressions d'Anne-Catherine Bickel et de son compagnon Noé Valladarès à leur arrivée au Salvador. Ce pays, ils le connaissent bien puisque Noé est Salvadorien et Anne-Catherine a des relations avec eux depuis longtemps.

Anne-Catherine et Noé seront probablement en Suisse avec leur famille dès fin octobre et un échange à partir de leur réflexion aura lieu dans le cadre de l'assemblée générale de GVOM de cette période.

Chers amis,

S'installer à San Salvador après tant d'années à Managua, «un potrero con semaforos» (une prairie avec signaux lumineux, malgré les changements des dernières années), c'est recevoir en pleine figure une bonne gifle de consumérisme. Rien à envier aux grandes villes des USA, les Mac Donald, Pizza Hut, Wendy, Wympie se suivent entre les immenses pancartes d'annonces qui exposent les fesses des plus belles filles pour vendre n'importe quoi, même de la démocratie. Des supermarchés à tous les coins de rue, tous aussi bien lotis que les grandes surfaces européennes et aux prix qui, bientôt, seront aussi les mêmes.

Par ailleurs, traverser la ville peut devenir un cauchemar. Si l'on est piéton, on perd patience et je me surprends à évoquer toutes les bontés des passages cloutés qu'autrefois j'avais plutôt tendance à mépriser. Dans les bus qui s'arrêtent à peine pour vous donner le temps de sauter, on s'entasse à quatre sur un siège à deux et «les cobradores» crient sans arrêt: «monter, faites vite, dépêchez-vous, le bus est encore vide» et ils continuent de foncer dans une course folle pour dépasser les bus de la concurrence afin de s'assurer les quelques «pesitos» à gagner des passagers; ma foi, c'est la loi de l'offre et de la demande. En voiture, chacun fait ce que bon lui semble, l'essentiel étant de ne pas perdre de temps, de ne s'arrêter que s'il est impossible de défoncer ce qui est devant ou si l'embouteillage recouvre également le trottoir, même aux feux rouges, sauve qui peut... on risque toujours de se faire attaquer! Réalité ou séquelles de la guerre, on n'a pas envie de le savoir, on fait comme les autres, on ne sait jamais.

C'est la lutte pour la survie dans le «Petit Poucet d'Amérique Latine», comme son poète Roque Dalton surnommait Le Salvador. Plus de sept millions d'habitants se disputent la moitié des vingt et un kilomètres carrés disponibles car le reste est toujours la propriété exclusive des quatorze familles qui forment la «Argolla de Oro» (la Chaîne d'Or, l'aristocratie du Salvador, une des plus récalcitrantes d'Amérique Latine).

Le Salvador continue d'être un pays aux grandes contradictions, la pauvreté de la campagne, les bidonvilles côtoient les richesses ostentatoires des grandes villas, des Fincas de café, des hôtels et des restaurants de luxe. Malgré les accords de paix signés il y a deux ans, les premiers pas pour une situation plus juste, pour un régime plus démocratique manquent encore de fermeté. La répartition des terres n'avance pas, personne ne veut se charger de la justice, il a fallu presque six mois pour élire un procurateur. De temps à autre, les escadrons de la mort envoient des menaces pour montrer qu'ils sont encore là, ils attaquent encore, moins souvent, ils se cachent un peu plus, mais sont toujours vigilants.

Aujourd'hui, le Salvador est considéré comme le pays au taux de criminalité le plus haut d'Amérique après les villes de Rio de Janeiro (Brésil) et de Mendellin (Colombie); pour la modique somme de cinquante dollars, vous pouvez louer un assassin qui vous débarrassera sans problème de votre voisin, de l'amant de votre femme ou autre ennemi.

Comme pour tous les pays de l'Isthme, les politiques économiques du gouvernement sont les fidèles copies des recettes néo-libérales de la Banque Mondiale. Couper tous les budgets sociaux, privatiser, faire payer les dettes aux pauvres; la sécurité sociale, l'éducation et la santé ne sont pas de la responsabilité de l'Etat, que chacun se débrouille comme il peut, l'Etat ne peut plus continuer à faire des cadeaux, tout au plus, est-ce le travail des ONG.

A dire vrai, la situation a l'air plutôt désespérante et je ne puis m'empêcher de penser à la copine qui me disait l'autre jour: «il y a une année, on me demandait si toute cette guerre a valu la peine, je répondais oui, très convaincue; mais aujourd'hui, je réponds en hésitant: je ne sais pas!»

Malgré toute cette nouvelle rencontre un peu violente avec ce pays qui, depuis longtemps, a été une des principales préoccupations de ma vie, il existe aussi une autre image, celle des gens qui croient encore possible de lutter pour changer les choses, ceux qui n'ont pas encore «tiré la toalla» (abandonné) et nous essayons de découvrir de nouvelles alternatives, de nouvelles formes qui **transforment nos capacités de protester en capacités à proposer**. Dans ce sens, l'éducation populaire, nous la considérons comme une alternative pour la recherche d'un nouveau modèle de développement intégral. Il s'agit là de toute une aventure qui nous oblige constamment à recréer des nouvelles propositions avec les gens de la base qui nous indiquent le chemin pour construire une nouvelle alternative de pouvoir au niveau local, tout en cherchant comment articuler ces efforts au niveau de tout le pays, voire même au niveau international.

C'est ainsi que, par mon travail, je me sens déjà en plein dans le bain. En ce moment, je travaille avec l'équipe d'éducation de la FUNPROCOOP (Fondation pour la promotion de cooperatives agricoles), et, en ce moment, j'aide à réaliser la systématisation de l'expérience de cette ONG. Ceci signifie que nous allons revivre, avec quelques coopératives et promoteurs, l'expérience accumulée des années passées. Nous allons réfléchir sur les processus qui ont influencé le changement de conception du coopératisme qui existe actuellement dans l'institution. Nous allons chercher quels furent les obstacles, quels furent les éléments qui facilitèrent le développement d'un coopératisme alternatif. Pour conclure, nous essayerons de découvrir ce que nous a appris l'expérience et, finalement, les résultats de toute cette réflexion devront nous permettre de redéfinir des nouvelles formes de travail.

D'autre part, nous avons commencé à élaborer un «curriculum» pour la formation de promoteurs coopératifs, gérants, agronomes d'agriculture biologique et comptables dans toutes les coopératives. A travers cet instrument, nous essayons d'initier un processus de formation intégrale lié essentiellement à la pratique quotidienne des coopétativistes avec la vision de l'éducation populaire que je vous ai citée plus haut.

A part cela, mon travail avec la CII (coordination d'organisations salvadoriennes) n'a pas encore vraiment démarré, l'idée, c'est de réaliser depuis la FUNPROCOOP la multiplication de l'expérience acquise par cette ONG au sein des autres ONG, fondamentalement en ce qui concerne la méthodologie participative et la systématisation. La CII est en train d'élaborer un plan commun entre les neuf ONG membres sur la base d'un sondage qui nous indique les nécessités éducatives de chaque institution. En plus, je travaillerai directement avec une équipe locale d'éducation où sont représentées plusieurs des ONG de la CII dans la région du Rio Lempa dans le département de San Vicente, une des régions où le travail avec la population est très problématique en ce moment, d'une part, parce que les projets millionnaires de la CEE ont fait plus de mal que de bien, et d'autre part, à cause des séquelles de la guerre qui ne sont qu'en train d'affleurer.

Noé, de son côté, est super content de son travail avec ASISAM, il est en train d'élaborer un matériel vidéo sur les étapes de la vie humaine et sur le deuil dans les communautés où travaille ASISAM. C'est un thème très important dans cette période d'après guerre où les gens ont enfin le temps de vivre leurs deuils et souvent les vivent très mal. Ce matériel servira d'appui aux psychologues d'ASISAM dans leur travail avec les communautés. A part cela, il s'est déjà mis à fond dans l'organisation d'ASISAM où il participe activement à résoudre des problèmes de méthodes de travail (planification, etc.).

ASISAM avait de sérieux problèmes financiers au début de cette année, mais, heureusement, ils ont pu les résoudre et ont élaboré un projet pour deux ans, ce qui leur a permis un nouveau départ.

A part cela, Noé est encore en train de terminer deux films de fiction commencés l'année passée et interrompus par manque de financement: un sur les enfants de la rue et l'autre sur la contradiction entre le bien et le mal sur la base d'un conte populaire entre saint Antoine et le Diable.



Journal de Genève et Gazette de Lausanne – 3-5 juin 1995

La DDA présente son bilan annuel

La mondialisation du commerce va fragiliser les pays les plus pauvres

En 1994, la Suisse a consacré 0,34% de son produit national brut à l'aide humanitaire et à la coopération au développement; moins que promis.

Les pays en développement profiteront en partie de la mondialisation des échanges et de l'accroissement du commerce qu'entraînera l'application des accords internationaux du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Mais pas tous. Ceux qui appartiennent aux 47 pays les moins avancés, les PMA, seront pour la plupart encore plus fragilisés et marginalisés. L'Office des affaires économiques extérieures est en train d'étudier les effets du GATT sur six pays, dont quatre dans lesquels la Suisse concentre son aide au développement. Il constate que le Mali et le Burkina-Faso, par exemple, pourraient bien perdre au grand jeu de la mondialisation des échanges. Des mesures de compensation et de soutien sont donc à inventer.

La Suisse n'a pas encore pris ce chemin-là, si l'on considère l'aide bilatérale fournie par la Coopération au développement en 1994. Celle-ci a plus augmenté en direction des pays à revenu intermédiaire (+30 millions par rapport à 1993) que vers les pays les moins avancés (+15 millions); elle a même diminué vers les autres pays à faible revenu (–25 millions). Tel est du moins l'un des constats que l'on peut tirer du rapport annuel 1994 qu'ont présenté vendredi à Berne les ambassadeurs Nicolas Imboden, de l'Office des affaires économiques extérieures et Walter Fust, directeur de la Coopération au développement (DDA).



Jean Mohr

Les femmes restent les laissés-pour-compte des projets conçus et exécutés par des hommes.

3,1% du budget fédéral

Restrictions budgétaires obligent, la Suisse n'a pas consacré plus de 0,36% de son produit national brut à l'aide publique au développement. L'objectif de 0,4% auquel le gouvernement s'était engagé au Sommet de Rio en 1992 est repoussé à plus tard. 775 millions ont été affectés à la coopération et 250 millions à l'aide humanitaire. Par ailleurs, les Affaires économiques extérieures ont consacré 180 millions à des mesures économiques et commerciales. En tout, cela représente 3,1% des dépenses de la Confédération.

Côté aide humanitaire, la DDA a concentré ses efforts au Rwanda, en ex-Yougoslavie et au Mozambique. Pour Walter Fust, le cas du Mozambique est un exemple positif où la Suisse a joué un rôle essentiel dans le processus lancé par l'ONU pour désarmer les combattants avant la tenue des premières élections libres, ce qui a permis le retour de 1,6 million de réfugiés. En revanche, au Rwanda, toute solution de paix étant encore fort éloignée, les conditions ne sont pas réunies pour relancer les programmes de coopération qui ont été suspendus. Quant au rôle controversé de la DDA au Rwanda et aux leçons à en tirer, le rapport confié à Joseph Voyame devrait être achevé fin 1995. A part les effets du GATT et la réflexion sur le type d'aide d'urgence à apporter face à la multiplication des conflits, la Coopération au développement s'est occupée en 1994 de la place des femmes dans les processus de développement. Contrairement à ce qui avait été supposé, les femmes ne bénéficient pas naturellement du développement général: dans des pays où elles sont moins désirées à la naissance, moins bien nourries, moins bien soignées, moins bien éduquées que les hommes, elles restent les laissés-pour-compte des projets conçus et exécutés par des hommes. Forte de ce constat, la DDA a d'abord essayé de créer quelques «projets femmes», ce qui s'est révélé insuffisant. Depuis 1993, elle a modifié son approche pour prôner plus largement à travers tous les projets qu'elle mène un développement équilibré entre hommes et femmes qui permette d'améliorer le rôle et le statut des femmes.

A propos du coordinateur de la DDA au Mali, la Suisse continue d'exiger – et d'attendre – que le gouvernement et des procédures de justice adéquates fassent la lumière sur ce meurtre.

Enfin, l'aide aux pays de l'Est est désormais un secteur qui dépend de la Coopération au développement. Les systèmes de santé s'y sont détériorés au point de tomber plus bas que dans certains pays en développement, relève Walter Fust.

Sabine Estier

Musiques de femmes

Les femmes représentent plus de la moitié de l'humanité. Effectuant deux tiers des heures de travail fournies dans le monde, elles ne touchent qu'un dixième de la totalité des revenus. Payant un tribut essentiel aux tâches éducatives, elles portent aussi, pour deux tiers, le fardeau de l'analphabétisme...

Mais la femme assume également une place prépondérante dans la culture mondiale. Tel est le message que veut faire passer la DDA, à la veille de la Conférence mondiale sur les femmes, en septembre prochain à Pékin, en lançant «Women's world music», un CD réunissant seize voix féminines venues d'Afrique, de Porto Rico, d'Inde ou d'Amérique du Sud, mais aussi de pays de l'Est.

Objet d'une sélection attentive menée par Beni Günthert de la DDA et Jean-Marc Baehler de la chaîne de radio Couleur 3, le disque a été présenté jeudi dernier à Winterthour, où a lieu jusqu'à lundi le festival de la Pentecôte africaine. Entre les rythmes de la Malienne Oumou Sangaré, des Ivoiriennes Les Go de Kotéba ou de la Cap-Verdienne Cesaria Evora, la DDA patronne à Winterthour un forum sur le thème «La femme est-elle l'avenir de l'Afrique?». La musique: un vecteur propre à donner à la question toute sa résonance...

DE

50e anniversaire de la destruction de Hiroshima

Plus jamais ça !

Il y a cinquante ans le 6 août 1945 explosa la tragédie d'une ville entière soumise au feu atomique, calcinée en quelques secondes au nom de la civilisation. Le monde horrifié s'écria: Plus jamais ça! Et pourtant les gouvernements dits civilisés et progressistes poursuivent la mise au point d'armes nucléaires et procèdent à des essais. Le souvenir de cette horreur survenue à Hiroshima doit nous dissuader de jamais produire d'armes nucléaires.

Pour entretenir ce souvenir, le Bureau international de la paix et le Comité paix Genève organisent une

manifestation
sur la Place des Nations
mardi 8 août de 10 h à 12 h

pendant la session de la Conférence du désarmement qui discute de l'opportunité d'un traité d'arrêt complet des essais nucléaires.

Un recueillement ouvert à tous est également prévu dimanche 6 août de 17 h à 18 h au Foyer protestant du Lignon (derrière le Centre commercial) avec la participation de cantatrices et de représentants du Conseil œcuménique des Eglises.





Rédaction

Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF

Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM

B. Faidutti-Lueber
R. Henri-Mussard 6
1208 Genève
CCP 10-20968-7

~~**GVOM**~~

~~«La Joliette»~~
~~Chemin des Bolets~~
~~CH-2013 Colombier~~
~~CCP 10-20968-7~~

éiréné

Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse

prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

«Interrogation» parait huit fois par année

Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression:

Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle

JAB – 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE